



Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)

Synthèse de la situation de sécurité alimentaire dans le pays¹

Contexte

Les années 2015 et 2016 ont été marquées par une longue période de sécheresse ayant affecté presque tout le pays. Le pays commençait à peine à se remettre des conséquences de la sécheresse quand la péninsule sud du pays a été frappée sévèrement en octobre 2016 par le passage du cyclone Matthew. D'un autre côté, au niveau de la région nord du pays, des inondations localisées ont été enregistrées au cours de mois de novembre 2016. Cette succession de chocs a sévèrement affecté la sécurité alimentaire des ménages et les moyens d'existence, particulièrement au niveau des départements de la Grand-Anse, du Sud, des Nippes, du Nord-Ouest et du Sud-Est. En janvier dernier, sept départements du pays avaient été classés en tout ou en partie en phase de crise.

Grâce à des conditions climatiques favorables cet année et l'appui du gouvernement et des acteurs humanitaires, le pays a connu des récoltes proches de la normale pour la saison agricole de printemps (mars/août 2017) selon l'évaluation des récoltes (CFSAM) réalisée en août dernier par la CNSA et l'Unité de Statistique Agricoles et de l'Informatique du Ministère de l'Agriculture (USAI) avec l'appui du PAM, de la FAO et de FEWSNET.

En dépit d'une bonne performance de la campagne agricole cette année, le niveau de l'inflation à la fin août 2017 a été supérieur à celui de la même période des trois années précédentes (8.1% en 2017 contre 3.9%, 7.3% et 6.6% respectivement en 2014, 2015 et 2016). On a certes enregistré une baisse saisonnière des prix des produits locaux mais ils demeurent supérieurs à ceux de l'année dernière.

En septembre dernier, la région nord particulièrement le département du Nord-Est a été affecté par le cyclone Irma. Aussi, selon le rapport d'évaluation rapide du Ministère de l'Agriculture, plus de 50% des plantations ont été affectées dans le Nord-Est.

Sous le leadership de la CNSA, les analystes du groupe de travail technique de l'IPC² réunissant les principaux acteurs du secteur sécurité alimentaire³ ont réalisé une mise à jour de la situation de la sécurité alimentaire pour la période allant d'octobre 2017 à février 2018 et une projection pour la période de mars à juin 2018 dont les principaux résultats suivent.

¹ Cette analyse prend en compte la situation de la sécurité alimentaire pour la période d'octobre 2017 à février 2018 et la période de projection de mars à juin 2018.

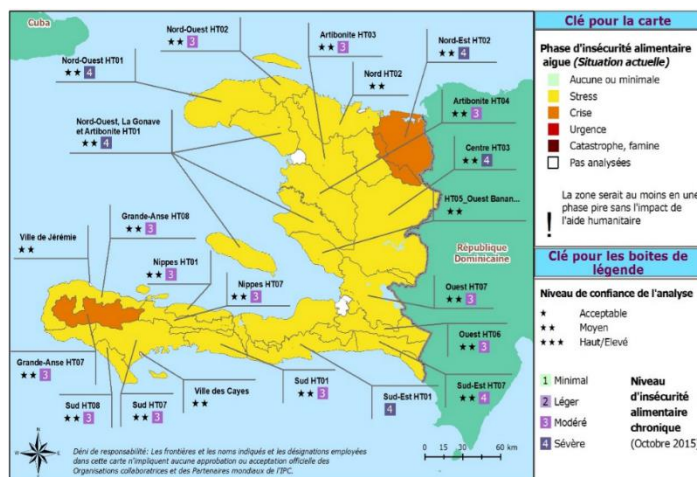
² L'IPC est un ensemble de protocoles et outils permettant de classer la sévérité de l'insécurité alimentaire selon un processus intégré et consensuel impliquant la participation des différents secteurs et institutions

³ Le groupe de travail réunit des analystes des institutions gouvernementales (le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), le Ministère de Planification et de la Coopération Externe (MPCE), l'Institut Haïtien de Statistique et d'informatique (IHSI), l'Unité d'Observation de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (UOPES), les observatoires de la CNSA); des ONG nationales et internationales (ACF, Oxfam, CRS) et des agences du Système des Nations-Unies (PAM, UNICEF, FAO, OCHA, REACH).

La situation actuelle

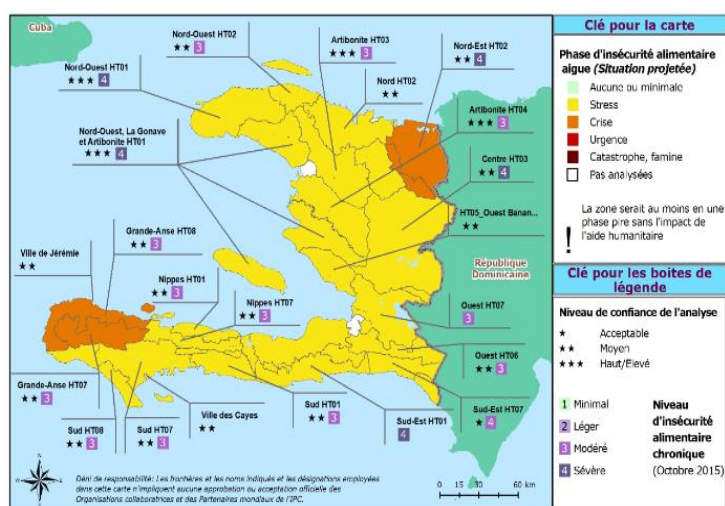
Globalement, **1.32 million de personnes de la population rurale se trouvent en phase de crise** soit un pourcentage d'environ 18% de la population analysée (la zone métropolitaine et les principales villes n'ayant pas été prises en compte), et les **départements les plus affectés sont le Nord-Est et la zone HT07⁴ de la Grand-Anse (zones de montagne).**

- En plus des **impacts résiduels de la sécheresse de 2015/2016**, le Nord-Est a été le département **le plus fortement affecté par le passage de l'ouragan Irma.**
- La zone HT07 de la Grand-Anse, en plus des **impacts résiduels de Irma** a été affectée par les **intempéries de fin avril/début mai 2017** qui ont affecté négativement la performance de la campagne. Selon les résultats de l'évaluation des récoltes de la CNSA (CFSAM), la perte de performance par rapport à la normale est estimée à environ 5 à 25%.



La situation projetée

D'après les analystes du Groupe de Travail Technique de l'IPC, on peut s'attendre à une **détérioration de la situation de sécurité alimentaire pour la période de projection allant de mars à juin 2018** dans certaines zones en raison de la période de soudure. De ce fait, en plus des deux zones classées en phase de crise pour la période actuelle (département du Nord-Est et les zones montagneuses de la Grand-Anse), les communes côtières de la Grand-Anse risquent de passer en phase de crise. Hormis les 3 zones susmentionnées, on ne s'attend pas à un changement de phase dans les autres zones qui seront maintenues en phase de stress (voir carte ci-contre).



Certains facteurs risquent par contre de faire changer les scénarii, notamment:

- Un déficit /retard de la pluviométrie qui viendrait perturber la mise en place de la prochaine campagne agricole de printemps ;
- Des troubles socio-politiques ;
- Une accélération de l'inflation subséquente à une dévaluation de la gourde, une hausse des prix des produits pétroliers ou une hausse des prix sur le marché international.

⁴ Jeremie*, Moron*, Abricot, Bonbon, Anse d'Hainault*, Dame Marie, Les Irois, Corail *, Roseau*, Pestel*,